

INTRODUCTION

L'histoire de Raymond Rifflet tient en trois moments forts qui scandent sa vie et se rejoignent pour former l'esquisse d'un Européen¹. Il est entendu qu'« Européen » est un terme qui n'a de sens qu'à l'issue d'un itinéraire qui justifie ce qualificatif : pour reprendre l'expression de Philippe Mioche, contrefaisant la célèbre citation de Simone de Beauvoir sur les femmes, « on ne naît pas européen, on le devient² ». Raymond Rifflet est d'abord un Belge de son temps, né peu après la Première Guerre mondiale, qui fait son apprentissage politique au milieu des crises de l'entre-deux-guerres. L'européiste naît de cette douloureuse expérience, à une époque où l'homme mûr pointe déjà, où l'intellectuel a fait ses premières armes, préparé à son avenir dans une école et dans une université qui l'ont marqué à jamais, et qui l'ont décidé à changer le monde à sa manière.

Mais qu'est-ce qu'un européiste ? On ne pourra pas faire l'économie de ce qui mène vers cet état, défini par un mot si vague qu'il renseigne sur le flou d'un engagement pourtant présenté sur le tard comme une évidence. Trois phases apparaissent dans la vie de Rifflet, qui rythment ce travail : celle de l'intellectuel belge, qui a grandi et s'est formé au sein d'un cadre national, dans le contexte embrouillé des années 1930 et de la guerre ; celle du militant européen qui, par l'élargissement de ses horizons, s'invente une sociabilité, au gré des réseaux constitués hors du territoire, plaçant son action dans une optique et un cadre totalement transformés (années 1950 et 1960) ; enfin, une troisième phase se dessine chez l'homme à partir du moment où il entre à la Commission européenne en 1967. Cette dernière évolution n'était pas forcément souhaitée par lui, qui jusque-là limitait son rôle à alerter gouvernements et opinions sur la nécessité d'une nouvelle forme de contrat social, et s'en tenait strictement à cette mission. Mais la logique de celle-ci apparaît après coup : elle se dessine dans les réseaux qu'il fréquente au cours de ses années militantes ; elle prend tout son sens également dans le contexte de la fin des années 1960, à la croisée d'une hausse des ambitions politiques de la Commission et d'une prise de conscience par celle-ci que l'Europe doit

1. Pour un premier contact avec la biographie de Raymond Rifflet : *Who's who des Communautés européennes et autres organisations européennes*, 3^e éd., Bruxelles, 1986, p. 161.

2. Mioche dans Bossuat et Wilkens, 1999, p. 297-306.

pouvoir s'adresser aux peuples, ou au moins mettre en route des politiques plus à leur usage, ce qu'a toujours plaidé notre homme.

Ce livre s'applique donc à présenter ces trois itinéraires qui s'entremêlent : l'intellectuel belge, le militant européiste, et le fonctionnaire européen. Il s'agira, à travers eux, de mieux comprendre la symbiose entre Rifflet et son combat, dont la relation donne le sens de ce travail, qui est celui d'une biographie.

Itinéraire d'un intellectuel belge

Des caractéristiques particulières

Toute sa vie, Raymond Rifflet s'est défini comme un militant, mais également comme un homme d'idées. Il a le profil de l'intellectuel, mais d'un genre particulier : chez lui, l'action doit systématiquement accompagner la pensée, celle-ci s'épuisant si elle reste à l'état d'épure. Le militantisme est donc l'aboutissement d'une réflexion et d'un parcours de vie, qui permet de comprendre le positionnement d'un intellectuel impliqué, mais également de saisir les variations d'une trajectoire ne repoussant pas la correction et l'adaptation en fonction des circonstances. De manière générale, Raymond Rifflet a tous les traits du « spectateur engagé » si l'on retient la définition qu'en donnent Pascal Ory et Jean-François Sirinelli :

[...] L'intellectuel [est] un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie. Ni une simple catégorie socioprofessionnelle, ni un simple personnage, irréductible. Il s'agira d'un statut, comme dans la définition sociologique, mais transcendé par une volonté individuelle, comme dans la définition éthique, vers un usage collectif³.

On trouve chez Rifflet les éléments d'une trajectoire sociobiographique commune à la plupart des intellectuels : milieu familial alphabétisé, goût pour la lecture propice à des études poussées, intérêt pour les autres cultures que la sienne, manipulation aisée de la parole publique et de l'écrit militant. Certes, on doit se souvenir qu'il existe un « modèle français de l'intellectuel », qu'il faut bien prendre garde de ne pas appliquer dans tous les cas d'espèce. Ce modèle est dans son origine très fortement lié à l'Affaire Dreyfus⁴ : celui d'un homme instruit, qui s'oppose à la société au nom de valeurs qu'il juge bafouées, investissant une part de sa réputation dans le politique. Pour que ce combat porte, il est évidemment nécessaire que cet homme représente un capital symbolique fort aux yeux de la société environnante ; il y a aussi une question d'engagement (celui d'un homme qui se mêle « de ce qui ne le

3. Ory et Sirinelli, 1992, p. 10.

4. Aron, 2000, p. 21.

regarde pas⁵ ») dans sa démarche, elle-même attachée à une idéologie fondatrice. Sur ce dernier point, l'un des fondements de la pensée et de l'action de Rifflet reste son adhésion au socialisme mais, par pragmatisme, ce socle initial (qu'il mettra par ailleurs du temps à définir) s'enrichit peu à peu d'autres éléments. D'entrée, son socialisme est d'ailleurs anticonformiste : d'une part, il crée sa propre revue, qu'il refuse d'affilier au parti officiel ; d'autre part, il professe la foi d'un pur européiste, pas vraiment en phase avec une idéologie qui ne s'est pas affranchie des frontières nationales, malgré les grandes déclarations de principe ; qui plus est, Rifflet, au nom de l'Europe à faire, restera toujours ouvert à d'autres tendances, collaborant ainsi souvent avec des hommes qui ne sont pas de son bord, dans une optique « progressiste » qui l'éloigne de l'épure partisane.

Il faut ajouter un second et très important point concernant son positionnement militant : Rifflet n'est pas mobilisé seulement sur le plan politique, mais également sur le plan syndical, ce qui détermine chez lui un genre très particulier d'engagement. Soutien de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), il promeut un activisme renouvelé dans le secteur social, qui lui paraît plus fondamental que le secteur politique. Cette conviction est renforcée par la proximité d'idées qui le lie avec l'un des plus fascinants leaders syndicaux de l'après-guerre, André Renard. On ne peut minimiser cet aspect de l'investissement de Rifflet, qui détermine un statut particulier de l'intellectuel engagé : le choix d'adhérer à un parti concerne avant tout l'individu dans sa singularité ; or, cette caractéristique ne peut pas être la même lorsque celui-ci soutient un syndicat, car il n'est d'action ouvrière que collective. Rejoindre un parti politique n'obéit pas aux mêmes contingences, car dans ce cas de figure, l'engagement est affirmation de soi ; l'activisme syndical, lui, présuppose d'abord un acte de solidarité envers les siens. C'est l'inverse de l'engagement purement et exclusivement intellectuel, qui ne s'inscrit pas forcément dans la durée (de façon ponctuelle souvent, ce qui se traduit par un compagnonnage plus ou moins long, plus ou moins linéaire) : dans cette optique, l'individu sauvegarde sa liberté et peut même échapper aux contraintes de l'adhésion. L'engagement syndical présuppose plutôt fidélité et dévouement, car est vraiment engagé dans l'organisation celui qui y reste, quoi qu'il advienne.

Dernier point à aborder : pour bien cerner les spécificités belges concernant l'influence des intellectuels dans la société, on doit ajouter que gagner un capital symbolique dans ce pays (ce qui est présenté comme un préalable dans le cas français), est impossible du fait de l'étroitesse du marché national (11 millions d'habitants aujourd'hui), lui-même divisé en deux langues et au moins trois piliers (socialiste, libéral et social-chrétien). Ainsi, l'intellectuel belge a moins d'impact que ses homologues français⁶, d'autant que le

5. Sartre, 1972, p. 377.

6. Bradfer, 1997, p. 19-22.

problème linguistique prend une grande importance dans le pays, l'obligeant à une adaptation pragmatique (beaucoup d'intellectuels se font ainsi fonctionnaires, ne pouvant compter sur leur seul magistère pour vivre : c'est le cas de Rifflet qui devient enseignant). De même, il a été pendant très longtemps impossible aux intellectuels belges de défendre une cause universelle : ceux-ci ont eu dès le départ à batailler pour défendre la Belgique en tant que nation, tant celle-ci paraissait à l'origine, et suivant les critères de l'époque, « improbable », car née d'abord d'un compromis entre puissances du XIX^e siècle ⁷, à une époque où la conception romantique dominante stipulait la congruence nation/unité linguistique et ethnique comme préalable. À partir de 1945, les intellectuels interviennent au contraire peu dans les débats de société, comme le montrent les deux principaux sujets de discorde de l'après-guerre en Belgique : la décolonisation du Congo et la querelle linguistique, où ils se sont montrés très discrets. Même pendant la Seconde Guerre mondiale, on a certes compté beaucoup d'intellectuels dans la Résistance, mais pas vraiment de résistance intellectuelle présentant des propositions idéologiques renouvelées ⁸, comme ce fut le cas avec les revues *Combat* ou *Esprit* en France.

L'époque où Rifflet s'engage véritablement dans les débats du moment, après la guerre, voit s'imposer « l'intellectuel de réseau » (Paul Aron ⁹), celui qui s'insère volontairement dans l'action collective et dans une organisation particulière qui reposent toutes deux sur le débat permanent, et qui privilégient un mode opératoire n'excluant ni les manifestations de solidarité avec les masses, ni le « grand jeu » auprès des décideurs, d'autant plus à l'écoute que le réseau aura été bien structuré et sera porteur d'idées novatrices et adaptées aux problèmes du moment. Cette histoire des réseaux voisine donc avec celle de notre homme, et donne un sens à son action tout au long de son existence : pour lui, lutte politique et lutte sociale se rejoignent dans le combat pour l'Europe, ce qui présuppose la fréquentation de différents interlocuteurs, en Belgique comme à l'étranger. Notre biographie ne pourra donc pas faire l'économie de ce maillage, qui rappelle que Raymond Rifflet lui-même a conscience de jouer une partition dans une action qu'il définit naturellement comme chorale.

Un parcours classique

Ce pragmatisme et cette implication permanente éloignent donc Rifflet du modèle idéal de l'intellectuel français, brillant précipité d'une idéologie en marche, oracle transfiguré par la magie du verbe. Un intellectuel belge ? À cette question, Paul Aron répond : « Non, l'intellectuel belge est un

7. Dumont, Franck, Ost *et al.*, 1989.

8. Aron et Beyen, 2003, p. 418.

9. Aron, 2000, p. 413.

oxymore ¹⁰. » Pour expliciter cet axiome, il revient sur la notion de « piliers », qui est propre à la culture et à l'histoire belges, mais aussi néerlandaises ¹¹, et à la question du positionnement social de l'individu dans ces sociétés, propre à toutes les catégories, y compris intellectuelles : la notion de « pilierisation » désigne, en Belgique, la transmission des valeurs d'une génération à l'autre, qui varie suivant qu'on est catholique, libéral ou socialiste, soit les trois grands « piliers » de la société belge ¹². Une véritable politisation des organisations sociales s'opère à partir de cette situation, dérivant vers un système de « familles politiques », cohérent et exclusif, qui passe par les jardins d'enfants, les écoles, les mouvements de jeunesse, les mutuelles, les coopératives, les sociétés d'assurances, les caisses d'épargne, les organes de presse, etc. L'État joue le rôle de courroie de transmission par ses subsides vers ces organisations, mais reste neutre quant à l'utilisation de ceux-ci, laissée aux soins de ces familles, garantes de fait de l'encadrement de la vie sociale. Cette dernière s'exprime donc au sein de structures multiformes, qui autorisent des trajectoires différentes dans un système commun, du début à la fin de l'existence ¹³, déterminant des univers bien délimités, qu'ils soient confessionnels ou politiques. Un fort consensus légitime ce système aux yeux des Belges, ce qui se vérifie par la proximité de chacun d'eux avec le pouvoir politique, qui a favorisé au cours de l'histoire une intégration des différentes tendances politiques dans lesquelles ils se reconnaissent.

Les conséquences politiques de cette organisation échappent ainsi à tout observateur français, pour qui l'idéologie est un socle identitaire clivant : les trois piliers belges ont toujours privilégié le regroupement suivant les questions urgentes qui sont posées au pouvoir, aboutissant à des coalitions le plus souvent en deux blocs (centre gauche/droite ; centre droit/gauche ; laïcs/religieux). Ce système est ainsi le résultat d'un compromis entre des groupes issus des tendances philosophiques principales présentes dans le pays, qui s'est complexifié au XIX^e siècle avec la question sociale, particulièrement sensible dans un pays qui s'industrialise très vite, tel que la Belgique. Dans le cas socialiste, qui concerne la famille politique de Raymond Rifflet, cette intégration repose sur les nombreuses associations mises en place dès la fin du XIX^e siècle qui vont se regrouper autour du Parti ouvrier belge (POB), soit les syndicats, les mutuelles, les organisations de jeunesse ou sportives, etc. On doit tout de même préciser que si ce système de pilierisation a effectivement accompagné la jeunesse et les années de formation de Rifflet et a pu jouer dans sa trajectoire, il est allé en s'atténuant par la suite, notamment à partir des années 1960, accompagnant la dépolitisation de la société belge

10. Aron, 2003, p. 22.

11. On trouve un système similaire dans d'autres pays, tels que l'Autriche, l'Écosse, l'Irlande du Nord, Malte ou Israël.

12. Fox, 1997.

13. Aron, 2003, p. 22.

et la montée de la question linguistique, phénomène par ailleurs observable dans d'autres pays occidentaux en ce qui concerne le premier point. C'est aussi pourquoi le démantèlement progressif des piliers de la belgitude s'est accompagné d'une résurgence du fédéralisme, qui s'impose de plus en plus aux yeux de la « nation sans nationalité » (Paul Dresse¹⁴).

Mais la pilarisation est encore un fait dans la jeunesse de Rifflet, et elle influence sa trajectoire. Dans le système qui en résulte, il est donc plus un intellectuel socialiste qu'un intellectuel tout court, même si l'on verra que son socialisme est hautement évolutif : une revue politique, dans ce sens, n'a pas besoin d'être un organe du parti pour s'adresser à un groupe idéologique spécifique, ce que comprendra bien Rifflet lorsqu'il lancera son premier journal en 1944, les *Cahiers socialistes* ; de même, être sorti, comme lui, de la très libre examinateur Université libre de Bruxelles (ULB), dit beaucoup sur le nouvel impétrant : celui-ci a de fortes chances d'être qualifié de « progressiste », adepte de la libre pensée et laïc plus ou moins forcené (plutôt plus dans le cas de notre homme).

Pour résumer, un socialiste francophone typique qui a connu ses années de formation dans l'entre-deux-guerres est membre, dès la fin de la guerre, du Parti socialiste belge (PSB), adhère à la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) en tant que syndiqué, lit *Le Peuple* ou *Le Matin* (disparus depuis), fait partie d'associations culturelles spécifiques (notamment *Présence et actions culturelles*), fréquente des écoles publiques et, s'il doit accéder à l'enseignement supérieur, ira à l'ULB ou à l'université de Liège.

La culture politique et idéologique de Rifflet est ainsi en grande partie en place avant même la guerre, dans un itinéraire somme toute classique pour un intellectuel belge, mais qu'il faut avoir à l'esprit pour comprendre ses principes d'action et son mode de pensée une fois entré dans le combat européen. Cette culture a son importance, mais ne doit pas faire perdre de vue la force de l'événement qu'a représenté la Seconde Guerre mondiale, qui lui a donné un cours et une marque inattendus.

Un homme de réseaux

Saisir l'environnement social de l'intellectuel belge, ainsi que son milieu d'origine, est important : dans quelle partie du pays est-il né ? Quels journaux lit-il ou édite-t-il ? Quels clubs fréquente-t-il ? Dans quelles associations s'investit-il ? Ainsi, l'historiographie belge, comme la française, aborde ce genre de questions, tournant autour du croisement du temps court avec le temps long des générations, qui prennent toute leur place, alors qu'elles étaient jusque-là « bannies de l'œkoumène de l'historien¹⁵ ». L'observateur des intellectuels belges doit ainsi s'intéresser à tout ce qui permet de mieux

14. Dresse, 1945, p. 94.

15. Sirinelli, 1989, p. 67.

cerner les éléments de la sociabilité, le milieu familial, mais aussi les lieux de cette sociabilité, du parc d'enfants à l'université (ce qui est d'ailleurs aussi en partie valable dans le cas français ¹⁶). Le récit de vie prend ainsi toute son importance dans l'étude de Raymond Rifflet, surtout pour mieux comprendre les caractéristiques qui vont marquer le combat qu'il mène tout au long de son existence. Nous le verrons à plusieurs reprises, l'homme a une foi dans l'action dont il faut connaître les déterminants, liés à ses jeunes années. Le caractère très affirmé du personnage, et même le côté « forte tête » qu'il a parfois, éclairent une volonté d'agir qui le prépare aux nombreuses contingences et aux coups du sort qu'il aura à connaître ¹⁷, mais ce trait ne suffit pas : comme nous l'avons vu, Rifflet privilégie une attitude de dialogue permanent, institutionnalisé dans les multiples réseaux qu'il cultive, que ce soit dans le secteur politique, syndical ou culturel, et qui éclairent l'adaptation de ses idées et les aléas de sa carrière.

L'historiographie belge a particulièrement investi cette question des réseaux, avec l'idée que leur étude permet celle des individus qui les fréquentent ¹⁸. Michel Dumoulin a initié cet intérêt, même si celui-ci concerne d'abord et avant tout le domaine économique ¹⁹. Cette approche, à laquelle il faut associer l'historien français Éric Bussière, s'est enrichie de nouvelles problématiques qui, tout en continuant à parler d'Europe, ont permis de sortir du seul cercle économique pour s'intéresser à d'autres milieux, notamment politiques et culturels, et donc à d'autres réseaux. C'est tout l'intérêt du groupe d'études mis en place au début des années 1990 par René Girault et Robert Frank, qui rassemble plusieurs chercheurs autour du thème « Identité et conscience européenne au XX^e siècle », avec le questionnement de départ suivant : « Depuis quand, où, comment, pourquoi des groupes d'hommes ont-ils pu croire en, espérer dans, agir pour, une union européenne, en dépassant leur horizon national ²⁰ ? » L'idée est de mettre en valeur des diversités, des convergences et des solidarités ²¹ qui placent l'idée de réseau au centre de la réflexion, sans exclusive économique, ni même de haute politique.

Dans le cas belge, les recherches ont montré plusieurs particularités propres aux communautés qui constituent le pays. L'intellectuel flamand s'implique plutôt plus dans des contacts avec ses pairs, ne cherche pas l'espace public de manière individuelle, et s'implique d'abord dans des causes

16. Prochasson, 1993, p. 17.

17. Krumnow, 1974, p. 114, écrit que l'action « ne peut pas accrocher des nouilles ou des mollassons ».

18. Duchenne, Dumoulin, 2012.

19. Voir en particulier Dumoulin, 2004 ; Bussière, Dumoulin et Schirmann, 2007.

20. Girault, 1994, p. 14.

21. Frank, 2004.

particularistes et des réseaux particuliers²² : l'intellectuel s'y est d'abord battu pour faire de son idiome une langue de culture puis une langue de l'administration. Plutôt au service de son peuple, il n'est pas à son avant-garde comme dans l'acception wallonne, plus tournée vers le modèle universaliste français. Le positionnement de Rifflet illustre ce dernier point, ainsi que son anticléricalisme, qui est aussi un trait de beaucoup d'intellectuels wallons par rapport à leurs homologues flamands²³, notamment dans les réseaux militants, libre examiniistes et francs-maçons qu'il fréquente après la Libération. Au sein de ces réseaux, les discours, qu'ils soient socialistes, progressistes ou libres penseurs, nourrissent une critique sociale plus virulente, répercutés par voie de presse ou dans des cercles de pensée à mi-chemin entre activisme idéologique et pragmatisme lobbyiste (ainsi, la commission Renard dont Rifflet fait partie dans les années 1950 ou le *think tank* Réalités européennes du présent qu'il crée à Bruxelles une fois engagé à la Commission). C'est dans ce milieu qu'ont lieu les débats les plus politisés, qui font souvent écho à ceux qui se tiennent en France, qu'ils tournent autour du nationalisme ou du marxisme, mais avec le souci permanent d'adapter ces débats à la Belgique.

Il faut donc s'intéresser, pour suivre notre homme, aux outils d'une stratégie politique ou intellectuelle, notamment les revues, très présentes dans le pays, sans pour autant oublier la configuration politique complexe qui lui est propre, et sans exagérer la portée et l'impact de l'engagement de Raymond Rifflet sur cette configuration²⁴. Il est un fait que le système des réseaux n'est pas un gage de réussite lorsque ceux-ci sont coupés des réalités politiques, économiques et sociales dominantes du moment, comme c'est le cas pour notre homme au sein même du PSB. On doit ainsi penser à son isolement parmi les socialistes, auxquels il se rattache pourtant depuis sa jeunesse : les *Cahiers socialistes* qu'il en vient à éditer en 1944 se présentent d'abord comme l'organe d'une gauche alternative, en réaction à un socialisme parlementaire jugé dépassé, trop formel et conformiste. Cette publication se situe donc volontairement dans une posture critique des positions officielles du parti, mais, même si elle lui offre une grande liberté d'expression, elle marginalise en partie le personnage tout au long de sa carrière.

Le contexte reste également pertinent pour l'analyse des réseaux que fréquente Raymond Rifflet, car il n'y a pas de moments clés pour l'euro-péisme, mais des périodes diffuses où cette idée a un certain impact : les années 1930 en Belgique correspondent à une curieuse époque où celle-ci épouse la cause nationaliste, faisant du pays le « trait d'union » entre France et Allemagne, ce qui permet également de repenser un État écartelé entre Flamands et Wallons ; après 1945 et l'envol des idées fédéralistes, qui correspond à une phase où Raymond Rifflet fait son apprentissage européeniste, on

22. Kurgan-Van Hentenryk, 1994.

23. Lamonde, 1994, p. 178-179.

24. Sirinelli, 1989, p. 75. Lire par ailleurs la théorie des générations de Mannheim, 1990.

assiste à une relative « évacuation » de l'idéal au profit d'une phraséologie technico-économique à laquelle il se convertit bon gré mal gré²⁵. Dans les deux cas, c'est une époque où le pouvoir politique national est jugé défaillant, devant être relayé soit par la convergence idéologique transnationale, soit par l'expertise économique (Rifflet a plus ou moins essayé les deux). Les réseaux prennent ici tout leur sens de dispensateurs d'idées, faisant se rencontrer des hommes qui n'ont pas forcément la même sensibilité politique, mais qui se rejoignent sur la nécessité d'impulser une réforme jugée nécessaire. Rifflet emploie deux expressions fétiches pour désigner ce qu'il cherche toute sa vie à créer à partir de ces réseaux (dont il n'a pas l'idée noire que l'on s'en fait en France, où ils sont assimilés au pouvoir occulte qui n'a de cesse de travestir le fameux « intérêt général »), et que l'on définira au cours de ce travail : le « damier sociologique » le plus souvent, parfois le « parallélogramme des forces ».

Itinéraire d'un européiste

Le débat européen en Belgique du début du xx^e siècle à 1945

Rifflet se convertit à l'idée européenne au cours de la Seconde Guerre mondiale, mais le débat autour de celle-ci est déjà vieux en Belgique, et doit être connu pour comprendre dans quel cadre et dans quelle attente cette conversion se fait.

L'européisme belge est avant tout celui d'un petit pays, coincé entre de puissants voisins, et qui sait bien que son avenir passe par des formules d'entente avec eux. Clé de l'équilibre continental aux yeux de ses parrains britanniques, la Belgique en est aussi la victime, ce qui induit un rapport constant, fait d'espoir mais aussi d'inquiétude, avec l'idée européenne²⁶. Cet état est à connaître pour mieux saisir les inflexions d'un débat qui est à relier aux origines du pays, et au contexte dans lequel ce débat se situe : l'européisme y est donc plus réactif qu'ailleurs, tout en étant systématiquement au cœur de la problématique nationale. Cet européisme a pendant longtemps été diffus, mais il gagne en intensité et en précision aux débuts du xx^e siècle, à une époque où une pensée fédéraliste, principalement pacifiste mais aussi moderniste, se fait connaître dans la lignée d'un Émile Bernheim, patron de *L'Innovation*, modèle des grands magasins qui se forment à la fin du xix^e siècle en Belgique. Son soutien à l'idée fédéraliste repose sur un engagement personnel et politique : à l'instar de Bernheim, l'éveil de la conscience européenne a suivi le cheminement de celui de nombreux entrepreneurs du début du siècle, qui passe par le sentiment d'une certaine solidarité familiale et culturelle entre eux, la perception aiguë d'une concurrence américaine alors en développement sur le Vieux Continent depuis la fin de la guerre,

25. Bruneteau, 2012, p. 21.

26. Dumoulin, 2004, p. 16.

ainsi que l'intérêt croissant pour une extension des zones de libre-échange et pour la constitution de larges entités économiques²⁷. Dannie Heineman, patron du puissant trust électrique Sofina (Société Financière de Transports et d'Entreprises Industrielles, créée en 1898), est également un représentant de ces acteurs économiques conscients de la nécessité d'un rapprochement à travers une structure fédérale²⁸, lui qui a participé à de nombreuses conférences économiques dans l'entre-deux-guerres, dont une partie sous l'égide de la SDN. On peut ainsi identifier un courant plus nettement économiste tournant autour de l'idée européenne, dont le moteur est l'union monétaire, douanière ou économique. Il est vrai que les expériences de l'Union latine²⁹ puis de l'Union économique belgo-luxembourgeoise³⁰ ont pu stimuler cette réflexion en Belgique, notamment dans les années 1930 avec le pacte d'Oslo³¹ ou avec les propositions du ministre Paul Van Zeeland à l'Allemagne en janvier 1938³².

Mais le fédéralisme de l'époque n'est pas seulement à chercher dans les milieux libres-échangistes : le socialiste Jules Destrée voit ainsi le destin des Belges, non dans un État unitaire, mais dans une organisation européenne qui se revendique comme fédéraliste, ce qu'il exprime dans la lettre qu'il écrit au roi Albert I^{er} en 1912, où il fait le constat que la Belgique est une création artificielle qui ne peut tenir que par l'accord des Flamands et des Wallons qui la constituent, dans une organisation elle-même ouverte aux voisins de ce pays. Destrée imagine ainsi une construction européenne parce qu'il ne voit pas de place pour un État unitaire belge³³. Ces prémisses favorisent l'intérêt des socialistes dans leur ensemble pour les solutions supranationales de l'entre-deux-guerres, comme ils le démontreront dans la foulée du plan Briand, eux qui se disent prêts à soutenir « la Société des Nations européennes, pour le salut de l'Europe³⁴ ». Jules Destrée s'avère être

27. Badel, 1998, p. 401 *sqq.*

28. Sur Dannie Heineman : Ranieri, 2005.

29. L'Union latine a été constituée par suite à la Convention monétaire du 23 décembre 1865, rassemblant quatre pays signataires (France, Belgique, Suisse, Italie), rejoints par la Grèce dès 1868. L'objet de ce traité était d'instituer une organisation monétaire commune fondée sur le régime de bimétallisme or-argent.

30. Le traité d'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) a été signé en 1921 pour une durée de 50 ans. Les relations économiques et monétaires de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg se sont développées dans ce cadre.

31. Les accords d'Oslo, ou « conventions de rapprochement économique » du 22 décembre 1930, ont constitué une entente économique entre les pays qui avaient d'ores et déjà ratifié le Pacte économique néerlandais-scandinave (Pays-Bas, Danemark, Norvège, Suède) au début de l'année, et la Belgique et le Luxembourg, qui s'y ajoutent, avant que la Finlande le fasse aussi en 1933.

32. Dumoulin, 1984, p. 355-372.

33. Duchenne, 2001, p. 21-45.

34. *Les Cahiers de l'Églantine*, n° 3, mars 1931, p. 28.

l'un des principaux avocats de cette cause, qu'il souhaite diffuser auprès de l'ensemble de ses amis socialistes :

Je voudrais que dans le Parti ouvrier belge, et dans tous les partis socialistes d'Europe, une propagande constante, ardente, énergique soit faite en faveur de [l'idée européenne] et que soit ainsi soutenue et fortifiée l'aspiration confuse et désespérée de millions de travailleurs, industriels réduits au chômage, paysans réduits à la misère. C'est, à mon avis, de toutes les tâches actuelles, la plus urgente et la plus féconde ³⁵.

Certes, l'européisme de Destrée ne l'empêche pas d'opter, après la Première Guerre mondiale, pour une grande Belgique, réclamant le Limbourg hollandais, le Grand-Duché et huit cantons allemands en plus d'Eupen et Malmédy, et il n'est pas toujours en accord avec les prises de position du parti (le président du POB Émile Vandervelde, en particulier, se méfie des solutions supranationales). En effet, toute la gauche n'est pas forcément enthousiaste, et un fossé se creuse à cet égard avec les communistes, il est vrai peu nombreux, mais qui font connaître leur désaccord avec une Europe « du capital », résolument tournée contre Moscou ³⁶.

La particularité du débat européen belge est cependant qu'il n'écarte pas comme en France la perspective d'une intégration plus poussée, même si les ressorts nationaux de ce débat restent primordiaux. Le plus souvent, le destin de ce petit pays carrefour est d'ailleurs mis en avant pour justifier une certaine dose de fédéralisme, qui reste tabou ailleurs. Henri Pirenne, un historien qu'admire Raymond Rifflet, a ainsi décrit la Belgique comme un « microcosme de l'Europe ³⁷ », ajoutant que le sentiment national de ce petit pays « n'a [...] rien d'étroit, d'exclusif, de particulariste. Il ne serait pas, s'il en était ainsi, celui de Belges conscients du rôle historique de leur pays. Notre histoire n'est-elle pas, en effet, la plus européenne de toutes les histoires ³⁸ ? », remarque qu'il confirme dans son *Histoire de Belgique*, où il affirme que l'existence historique de son pays, qui lui semble un fait démontrable, ne l'empêche pas d'être un précipité « occidental ³⁹ ». Ce constat est fait par ses élèves eux-mêmes, dont le socialiste Henri Rolin qui, sans être européiste lui-même, retient des cours de Pirenne sur la Belgique que ce pays était « un mur mitoyen, [une] grande voie de transit économique et sociale ⁴⁰ ». Il n'est ainsi pas étonnant que Rifflet se soit intéressé à l'histoire par l'intermédiaire de Pirenne (dont le fils Jacques a été l'un de ses enseignants), lui qui a surtout insisté sur les éléments d'ouverture préfigurant une

35. *Le Soir*, 9 mai 1931, p. 1.

36. *Le Drapeau rouge*, septembre 1929, p. 1.

37. Pirenne, 1905, p. III.

38. Pirenne, 1905, p. III.

39. Tome VII, *De la révolution de 1830 à la guerre de 1914*, Bruxelles, Lamertin, 1932, p. 392-393.

40. Rolin, 2014, p. XXI.

Belgique « européenne », en même temps qu'il a dû être frappé par la stature de l'intellectuel, un des rares à avoir vu sa réputation dépasser les frontières du pays de son vivant ⁴¹. On retrouve ici la plasticité de l'œuvre du grand historien, lui-même vu comme le « père fondateur du sentiment national belge ⁴² » : à droite parce qu'il se fait le chantre de la Belgique à travers une conception finaliste appliquée à une entité « naturelle » qui a fini par se doter d'un État et de frontières, à gauche par sa défense des principes universalistes qui caractérisent un nationalisme ouvert à l'Europe. Georges Goriely, le compagnon le plus proche de Rifflet, et qui comme lui a beaucoup lu Pirenne, justifie son admiration pour un homme qui, « dans l'explication de la genèse de la Belgique, [...] n'avait accordé à la langue et aux "races" aucun intérêt ⁴³ ». De plus, Goriely comme Rifflet, qui s'intéressent tout autant aux systèmes économiques qu'aux formations sociales, aux idéologies politiques ou à l'état des opinions, ne peuvent être que sensibles à la notion d'espace public qui transparait dans l'étude que Pirenne fait du développement des États nationaux et de l'inclusion dans les appareils bureaucratiques de la bourgeoisie, approche qui sera plus tard reprise par un autre intellectuel que les deux hommes apprécient, Jürgen Habermas ⁴⁴.

L'idée de « carrefour de l'Europe » (pour reprendre le titre du livre de Paul Colin ⁴⁵) définit donc une terre d'entre-deux qui, au fond, localise le centre du continent... en Belgique ⁴⁶. Reste à convaincre ses terribles voisins qui l'ont toujours prise pour champ de bataille, d'où l'importance que certains thuriféraires de la cause européenne, tel Richard Coudenhove-Kalergi, reconnaissent à ce pays, à la croisée de la latinité et de la germanité, dans le processus de rapprochement des peuples. Cette situation particulière va contribuer à y stimuler un discours décomplexé : c'est ainsi que le comité belge Paneurope, que Coudenhove vient de créer, est mis en place à Bruxelles dès le 16 décembre 1926, dans la foulée du premier congrès de cette organisation en octobre de la même année. Le compromis propre à la pratique politique et à la vision européenne belges se retrouve dans son comité directeur, constitué entre autres par Jules Destrée (socialiste), Frans Van Cauwelaert et Aloys Van de Vyvere (catholiques) ainsi que Paul-Émile Janson (libéral). Dannie Heineman, déjà rencontré, en est le trésorier ⁴⁷.

41. Paul Aron estime qu'il est « le premier intellectuel belge », dans Aron et Beyen, 2003, p. 417. Il est vrai qu'il juge peu après qu'il est également le dernier, arguant du déclin de son influence après sa mort, du fait de la montée des particularismes linguistiques.

42. Hasquin, 2014, p. 30.

43. Hasquin, 2014, p. 88.

44. Habermas, 1988.

45. Colin, 1933.

46. Duchenne, 2004, p. 41.

47. Parmi les membres originels du comité, on trouve également le recteur de l'ULB, Albert Brachet.